

L'Envol des Cigognes



La lettre aux adhérents et sympathisants du Grdr

L'EDITORIAL

Par Jacques Ould Aoudia, membre du Conseil d'Administration



Au plus profond de la marche des sociétés du Sud, on assiste à *l'émergence de l'individu* sous l'effet conjugué de l'amélioration de l'éducation, de l'urbanisation, et de l'accès aux moyens numériques pour s'informer et s'exprimer à des échelles inédites. Cette émergence offre *une voix* aux personnes jusque-là prises dans la soumission à l'autorité à tous les degrés de la société, depuis la famille jusqu'au niveau national. Partout, les filles saisissent pleinement ces nouvelles opportunités.

Cependant, cette voix ainsi acquise ne rencontre pas l'écoute attendue. Les pouvoirs établis freinent l'accès des jeunes aux espaces sociaux, économiques, citoyens auxquels ils aspirent pour mettre en application

leurs capacités nouvelles qui, jusqu'alors, ne remplissent pas leurs promesses. Les jeunes au Sud, avec leur poids démographique, manifestent leur *impatience* face aux obstacles qui se dressent devant elles.

Explorer et comprendre cette impatience est l'objet de ce numéro de l'Envol.

La situation de blocage se manifeste sur divers terrains. Nous choisissons de traiter deux sujets : les jeunes face à la citoyenneté et les jeunes face aux mutations dans le travail.

- En matière de citoyenneté, les jeunes sont soumis à des injonctions contradictoires, entre discours sur les droits et devoirs, sur l'intérêt général, sur le vivre ensemble, et pratiques des pouvoirs établis.

Cependant, les jeunes cherchent des formes nouvelles d'expression sur le terrain politique et citoyen, contournant les obstacles rencontrés. Depuis quelques semaines la jeunesse algérienne est massivement dans la rue, hommes et femmes côte à côte, pas seulement dans celles de la capitale mais aussi au cœur des villes moyennes du pays, un peu comme une lame de fond, pour revendiquer un autre avenir en accord avec ses aspirations ; elle le fait avec dignité, avec courage, avec assurance et responsabilité. Il faut l'écouter, lui faire confiance, la soutenir ; c'est à elle qu'appartient et le présent et l'avenir du pays.

- La jeunesse face au travail. Sur toutes les parties du monde, la relation entre croissance économique et croissance de l'emploi est brisée : la croissance ne crée plus d'emploi depuis les années 2000. Une des conséquences est que la « mise au travail » des sociétés se modifie profondément : le *salariat* était apparu comme la forme achevée de ce rapport au travail, l'espoir d'acquérir un statut social par le travail pour la majorité des jeunes au Sud et au Nord, notamment ceux ayant acquis une éducation, tandis que les différentes formes de « travail informel » paraissaient un espace résiduel qui allait se réduire progressivement.

Il n'en est rien ! Le statut de salarié est désormais réservé, dans les pays du Sud, à une minorité (au Maroc, sur 12 millions de population active, on ne trouve que 2 millions de salariés dont 0.8 million dans la fonction

publique). Le reste est composé, aux côtés des professions libérales, de l'immense majorité des activités de l'agriculture familiale, des petits métiers des rues dans les villes, des activités liées au numérique, depuis la réparation des téléphones jusqu'à la programmation en passant par les activités en lien avec les réseaux sociaux.

Ainsi, il faut changer de paradigme en matière d'emploi, et considérer plutôt l'activité, sous sa forme salariale et non salariale. Cette dernière est le plus souvent informelle, précaire, sans protection sociale. Les enjeux à venir portent donc sur la création de nouvelles institutions pour protéger les travailleurs dans leurs nouveaux statuts. Chacune des sociétés devra inventer, avec ses traditions et ses ressources, des solutions à ces nouvelles données pour protéger les travailleurs. Les jeunes du monde entier sont les premières concernées par ces mutations.

Nul doute que nous aurons l'occasion d'échanger sur ces thèmes lors des diverses manifestations qui vont se dérouler tout au long de l'année, pour les 50 ans du Grdr, dans tous les lieux d'implantation de l'association. A bientôt. ♦

VIE ASSOCIATIVE

Le 24 novembre, le Grdr a changé ses statuts lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire. Désormais, selon la loi française, il est en mesure d'obtenir l'agrément « **Entreprise d'Economie Sociale et Solidaire** » et, bien sûr, d'obtenir les financements associés à cet agrément.

Cette même journée a en outre donné lieu à un atelier « Travailler en milieu urbain : quels enjeux pour le Grdr ? ». Le compte rendu est en cours de rédaction et sera disponible prochainement.

Conformément à une nouvelle loi française, les salariés de droit français ont élu un nouveau Comité Social et Economique (CSE), qui remplace les précédents « Délégués du Personnel ». Les quatre salariés élus ainsi que la Direction ont déjà exprimé leur souhait que cette instance soit également à l'écoute des salariés basés au Maghreb et en Afrique de l'Ouest.

C'est avec beaucoup de tristesse que le Conseil d'Administration du Grdr et l'ensemble de nos équipes ont appris le décès de Marie Thérèse ABELA, qui fut la 1^{ère} et seule femme Présidente de notre association. Marie-Thérèse était une militante féministe convaincue, profondément anticolonialiste. L'ensemble de nos équipes s'associent pour présenter à sa famille nos condoléances les plus sincères.



AVANT-PROPOS

Ce numéro 24 de l'Envol des Cigognes a pour toile de fond **la jeunesse, son rapport à l'emploi et la citoyenneté**. Il traite successivement du **contexte de notre action** (page 3) et donne une **synthèse du rapport 2018 de la Banque Mondiale** (page 4). Il présente ensuite **la situation de la jeunesse, son rapport à l'emploi et la citoyenneté en Mauritanie** (page 6), puis **au Maghreb** (Tunisie en page 9 et Algérie en page 10) et enfin **en France** (page 12) à travers les regards des salariés et partenaires du Grdr sur place. Des repères pour poursuivre la réflexion sont proposés dans la **rubrique « Lu-vu-entendu »** (page 15). Pour finir, **le programme des festivités pour les 50 ans du Grdr** est disponible en page 16.

LE CONTEXTE DE NOTRE ACTION

D'après la note de la direction exécutive au Conseil d'Administration en date du 26 janvier 2019

- **Le Pacte Mondial sur « les Migrations sûres, ordonnées et régulières » a été adopté à Marrakech le 10 décembre dernier.** Il s'agit d'un accord non contraignant, et n'a pas vocation à s'ingérer dans les affaires intérieures des Etats. Malheureusement, la récupération populiste a totalement détourné ce principe pour attiser les peurs. Encore un exemple, à grande échelle, de l'instrumentalisation des questions migratoires à des fins de politiques électoralistes.
- **Le Pacte mondial pour les Réfugiés (pilote par le Haut-Commissariat aux Réfugiés) a quant à lui été formellement adopté le 17 décembre par l'Assemblée Générale de l'ONU,** à une très vaste majorité puisque 181 Etats membres ont voté pour. Seuls les Etats-Unis et la Hongrie ont voté contre. La République dominicaine, l'Erythrée et la Libye se sont abstenues.
- **En Mauritanie, de nombreux acteurs politiques du Gorgol se sont mobilisés pour encourager l'actuel Président de la République à se représenter pour un 3ème mandat** (ce qui en l'état de la Constitution est anticonstitutionnel). Celui-ci a affirmé récemment qu'il ne se représentera pas lors des élections qui auront lieu en 2019.
- **Biram Dah Abeid, considéré comme le principal opposant au régime en place, a été libéré.** Il avait été emprisonné pendant quelques mois, à l'approche des élections régionales, pour une agression supposée à l'encontre d'un journaliste (qui a par la suite retiré sa plainte).
- **Au Mali, la situation est toujours plus inquiétante au centre du pays, avec de nombreuses tensions communautaires.** Les élections législatives, maintes fois repoussées, sont prévues pour le mois d'avril prochain.
- **Au Sénégal, Macky Sall a été réélu dès le 1^{er} tour des élections présidentielles** avec un peu plus de 58% des voix.
- **La date des élections législatives en Guinée-Bissau, qui devaient initialement avoir lieu le 18 novembre 2018, est désormais fixée au 10 mars 2019.**
- **En Algérie, les élections présidentielles initialement prévues en avril 2019 ont été repoussées.** Suite à de fortes mobilisations, particulièrement parmi les jeunes, Bouteflika a retiré sa candidature pour un cinquième mandat.
- **En France, les discussions sur le budget de l'aide publique au développement (APD) ont repris au mois de décembre en seconde lecture.** Lors du 1er passage, la hausse des crédits dédiés à l'APD avait été réduite. De plus, la part des recettes de la taxe sur les transactions financières, affectée auparavant à 50% à l'APD n'est désormais plus que d'un tiers selon le nouveau projet de loi. ♦

REVOLUTION NUMERIQUE ET TRAVAIL EN MUTATION

Par Jacques Ould Aoudia, membre du Conseil d'Administration

Cette année, le Rapport de la Banque Mondiale traite du travail et insiste sur la précarisation croissante des travailleurs, avec le développement inouï des emplois non-salariés. Avec la préconisation d'une protection à mettre en place et d'un financement public par la réduction de l'évasion fiscale notamment, ce rapport marque-t-il une inflexion « sociale » de la Banque Mondiale avec une prise de conscience des dangers de la montée des inégalités ? L'avenir proche nous dira si des mesures concrètes feront suite à ces idées.

Le rapport produit par la Banque Mondiale cette année porte sur les défis singuliers que les *nouvelles technologies* et les formes d'organisation associées (plateformes) font peser sur le marché du travail. En termes d'innovations technologiques, les *robots* et *l'intelligence artificielle* vont supprimer dans tous les pays des emplois peu qualifiés. Quant aux formes d'organisations nouvelles, ce sont les *plateformes* qui révolutionnent la façon dont on crée de la valeur marchande.

Les « plateformes »

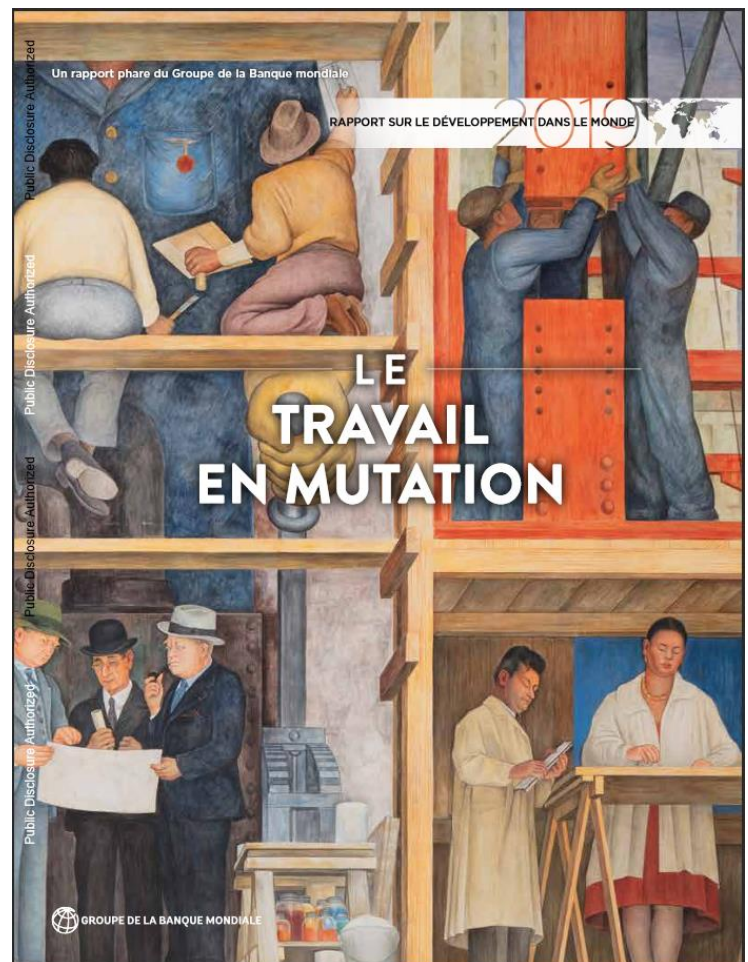
Grâce au numérique, les sociétés commerciales investissent dans des plateformes d'échange de taille mondiale qui créent de la valeur en établissant un réseau virtuel qui relie clients, producteurs et prestataires. Les plateformes constituent ainsi des formes d'entreprise radicalement nouvelles. Elles se créent avec peu d'emplois et d'actifs productifs, mais peuvent procurer dans le monde des revenus à des millions de personnes au statut précaire (Uber, Airbnb...), tout en échappant aux règles et fiscalités des États.

Des compétences plus élevées et orientées vers des qualités relationnelles et adaptatives

Globalement, les nouvelles technologies font appel à *un niveau plus élevé de compétences*, qui, non seulement portent sur les connaissances *techniques*, mais aussi *socio-comportementales* : savoirs faire, esprit critique, aptitudes à la coopération, à l'empathie, à l'adaptation forment la combinaison de savoirs requis pour affronter le monde de ces technologies nouvelles. Ceci concerne tous les pays, en développement et avancés. A noter que les connaissances socio-comportementales s'acquièrent *au plus jeune âge*, au stade du préscolaire.

Incertitudes et petits boulots

Cette nouvelle vague d'innovations (on parle de 4^{ème} Révolution industrielle) crée *de profondes incertitudes* pour les citoyens (notamment les



jeunes), pour les États et pour les entreprises. Une grande partie des enfants d'aujourd'hui occuperont quand ils seront adultes des emplois qui n'existent pas encore !

Comme depuis toujours, les innovations technologiques créent aussi de nouvelles opportunités d'activités et donc d'emplois. Le progrès technique, historiquement, a contribué à l'élévation de la richesse et à la création d'emplois dans les pays avancés, en « redistribuant les cartes » entre sortants et entrants.

Cependant, l'évolution sur les années récentes concerne aussi *la forme de la mise au travail*, avec le recul relatif du salariat¹. D'ores et déjà, se développe à grande échelle et dans tous les pays du monde, la *gig economy*, c'est-à-dire l'économie

¹On parle même de « société post-salariale »

des « petits boulots », qui touche principalement les jeunes, notamment dans les villes.

Une dégradation des conditions de travail

Malgré la progression régulière du Développement Humain dans le monde (améliorations quantitatives de la santé, de l'éducation, du niveau des revenus), le rapport souligne que la *croissance des inégalités*, réelles et perçues, et la précarisation d'une masse croissante d'emplois, conduit à *une dégradation des conditions de travail*. Actuellement dans les pays en développement, 8 personnes sur 10 ne sont couvertes par aucune assistance sociale, et 6 sur 10 travaillent dans l'informel, tandis que dans les pays avancés, les protections sociales basées sur les cotisations salariales sont menacées.

De nouvelles protections sociales

Même si l'Organisation Mondiale du Travail (OIT) préconise encore la progression des emplois salariés formels, nous devons prendre en compte, selon le rapport, la très rapide progression dans le monde des activités hors salariat, y compris pour les jeunes diplômés, notamment dans les pays d'Afrique du Nord et du Moyen Orient. Dès lors, le rapport préconise d'instaurer *de nouveaux dispositifs de protection sociale*, non pas financés sur les salaires, mais sur fonds publics.

Ainsi, les innovations de la 4^{ème} révolution industrielle (celle du numérique) poussent à modifier les institutions de protection des travailleurs.

Au total, la Banque mondiale plaide pour *une refonte du contrat social* dans les pays en développement, qui serait basé sur trois axes :

- **un investissement massif et précoce dans le capital humain** (école, santé)
- **une protection accrue des travailleurs** (instauration d'une protection minimale garantie) sur fonds publics en échange d'une flexibilisation des règles du travail
- **et pour financer les dépenses publiques découlant de ces deux premiers axes**, le rapport préconise la recherche de ressources fiscales dans l'amélioration de l'efficacité des systèmes fiscaux, mais aussi dans la taxation accrue des *revenus fonciers* du péri-urbain qui connaissent une très vive croissance avec l'urbanisation, et dans la *réduction de l'évasion fiscale*. Des taxes sur le *sucre*, le *tabac* et le *carbone* pourraient s'ajouter, qui auraient en outre des effets positifs sur la santé et l'environnement.

Un Indicateur de capital humain

La Banque Mondiale présente un nouvel indicateur qui mesure le « capital humain », qui devrait permettre, selon le rapport, de situer les pays sur cette échelle et de mesurer les avancées et reculs des sociétés selon ce critère.

Rapport bien surprenant pour qui connaît les anciennes positions de la Banque Mondiale. A quand la mise en application de ces idées innovantes ? ♦

JEUNESSE ET CITOYENNETE EN MAURITANIE

Par Olivier Roy, salarié du Grdr, chargé du projet « Jeunesse et Pouvoir d'Agir »



©Jeff RUSSEL

La Mauritanie est le pays le plus jeune de la région. Près de 62% des Mauritaniens sont âgés de moins de 25 ans. C'est également l'un des seuls pays qui a échappé à l'effet de contagion des printemps arabes qui ont bouleversé les pays du Maghreb et du Moyen-Orient à partir de 2010

De jeunes Mauritaniens ont bien tenté, sans que cela ne soit suivi d'effets, de s'organiser dans la foulée des mouvements du Printemps arabe. Une première manifestation, qui a rassemblé quelques milliers de personnes, a eu lieu le 13 janvier 2011 à Nouakchott, la capitale. Les contestations d'ordre politique étaient notamment portées par des jeunes réunis au sein du *Mouvement du 25 février*, formé via Facebook. Leurs revendications, décrites dans un programme concret en 28 points, portaient principalement sur : le départ des militaires au pouvoir, un système électoral plus juste et des avancées sociales (création d'emplois, augmentation du salaire minimum à 73.000 ouguiyas-175 €).

Une jeunesse confrontée à la précarité

En effet, la situation sociale des jeunes Mauritaniens est particulièrement précaire. Les inégalités se créent dès l'enfance, puisque l'École publique mauritanienne est devenue un vecteur d'exclusion et d'inégalités : l'analphabétisme toucherait le tiers des 15-24 ans.

Si l'éducation secondaire (collège et lycée) progresse, elle reste inaccessible à de nombreux jeunes en tête desquels les filles pauvres et issues de zones rurales (24% de scolarisation seulement). L'accès à l'enseignement supérieur, reste embryonnaire (moins d'un jeune sur 20), et là encore, les jeunes filles y sont minoritaires.

Il en résulte de grandes difficultés d'accès à des emplois qualifiés permettant l'amélioration des conditions de vie. Les statistiques varient fortement d'une source à l'autre, mais d'aucuns évoquent un chômage touchant jusqu'à un jeune sur deux, voire deux sur trois. En outre, bon nombre d'entre eux n'ont accès qu'à des emplois précaires et peu professionnalisant (nombreux stages non rémunérés).

Un manque de mixité communautaire au sein des mouvements de jeunes

Ces difficultés concernent à peu près tous les jeunes, quelle que soit leur communauté d'appartenance. Si des privilèges existent certes pour des familles appartenant à certaines castes et à certaines tribus, globalement, ces problèmes que rencontre la jeunesse transcendent largement les clivages communautaires. En effet, les mouvements citoyens militants laissent peu de place à la mixité communautaire : les Maures blancs de leur côté, les Peuhls et Wolofs un peu plus ensemble, les Soninkés entre eux, et les Haratines à l'écart. Il semblerait que cette séparation se soit accentuée au cours des vingt dernières années.

L'exemple du collectif *Ne touche pas à ma nationalité* illustre très bien ce communautarisme ambiant. Né en 2011, cette organisation de jeunes souhaitait protester contre les modalités du recensement en cours à l'époque, qu'ils jugeaient discriminatoire à l'égard des populations noires de Mauritanie. Pour autant, le collectif n'a jamais tenté de faire le pont entre son combat et les revendications des Haratines contre l'esclavage et pour la fin des discriminations. Cette absence de dialogue entre groupes discriminés ne peut évidemment que pénaliser, au final, chacun d'eux.

Une jeunesse peu écoutée au sein des structures de décision

Le pouvoir mauritanien lui-même prend conscience du caractère potentiellement explosif d'une jeunesse délaissée, puisqu'il lance des initiatives régulières à son endroit, comme le Haut Conseil de la Jeunesse (HCJ), supervisé par un Conseil interministériel.

Les enjeux liés à la jeunesse sont donc vifs et la plupart des acteurs en sont aujourd'hui conscients. La France, l'Allemagne, l'Union européenne et certaines ONG nationales et internationales (Grdr, GIZ, Caritas Mauritanie, EcoDev, etc.) commencent à concentrer leurs activités de coopération sur cette thématique.

Ainsi, en dépit de leur poids démographique, le degré de participation et d'influence des jeunes, filles ou garçons, aux décisions reste très faible. C'est vrai tant au sein de la vie familiale que pour la vie publique. Cette exclusion est frappante dans les espaces et mécanismes de gestion de la cité (partis politiques, conseils municipaux et même au sein

des associations et organisations de la société civile). À titre d'exemple, les jeunes² sont quasiment absents des assemblées élues et moins de 10% seraient actifs dans les associations. Ajoutons que le poids des traditions et la persistance d'un certain déterminisme social ne facilitent pas la libre expression. Les jeunes femmes sont particulièrement concernées. Elles font l'objet d'un contrôle social plus fort que les jeunes hommes et restent encore trop souvent cantonnées à la seule fonction du mariage, ce qui rend plus difficile leur autonomisation. Le caractère tabou de certains sujets, tels que la sexualité, notamment dans les milieux conservateurs, empêche encore d'aborder le traitement de nombreuses questions comme le mariage précoce ou forcé, le viol, ou encore l'excision.

Des initiatives qui commencent à se structurer

On observe pourtant des dynamiques positives portées par les jeunes au niveau local, avec un activisme associatif et des citoyens engagés dans des actions bénévoles en faveur de la collectivité : cours de soutien scolaire, activités et clubs culturels ou sportifs, actions d'assainissement dans leurs quartiers, etc. Les associations et groupements de jeunes se sont ainsi multipliés ces dernières années. Certes, ils connaissent des faiblesses similaires à ceux des seniors : l'émiettement et le clivage du tissu associatif, un manque d'échanges de bonnes pratiques et d'entraide, un leadership dilué entre plusieurs pôles qui se voient comme concurrents, un manque de stratégie d'action et de communication, l'insuffisance des ressources techniques, matérielles et financières, etc.

Mais la dynamique est bien réelle, et bon nombre de jeunes actifs y contribuent avec sincérité. Même sans reconnaissance par les autorités, des associations de jeunes s'organisent et construisent leur légitimité auprès des habitants sur la base de leurs actions concrètes, attestant à la fois d'un réel sens des responsabilités et d'une forte motivation et capacité à défier les difficultés. ***Ce sont ces jeunes, avec leurs qualités et leurs lacunes, qui représentent l'espoir d'un changement tangible dans le pays sur le long terme. Ce sont eux qui permettent de rester optimiste pour la suite.***

² On qualifie de « jeunes » les moins de 35 ans, suivant la définition de la Charte africaine de la Jeunesse, adoptée en juillet 2006 par l'Organisation de l'Union Africaine.

Toutefois, la jeunesse s'exprime également par la voix de ses artistes. Le succès des arts urbains, et notamment du rap auprès des jeunes de toutes les communautés, révèle un besoin et une capacité d'expression en dehors des cadres politiques ou traditionnels. Or, cet éveil par la culture est vecteur de changements positifs des mentalités. À titre d'exemple, les questions liées à l'esclavage ou aux relations intercommunautaires y semblent moins tendues, même si elles restent présentes.

Enfin, la libéralisation des médias et le développement récent des réseaux sociaux (largement monopolisés par les jeunes en Mauritanie) leur offrent de nouvelles tribunes. Le foisonnement et la forte fréquentation des blogs de toute sorte l'illustrent remarquablement. En outre, l'existence à ce jour de 14 chaînes de télévision et la perspective de la libéralisation des radios permettent d'envisager des projets de chaînes et d'émissions destinées aux jeunes ou portées par eux.♦

L'APPUI DU GRDR AUX INITIATIVES ECONOMIQUES DES JEUNES DU BASSIN DU FLEUVE SENEGAL (BFS)

par Mamadou Fadé, membre du COS de Bakel

Depuis plus de 10 ans, le Grdr apporte sa contribution à l'insertion économique des jeunes du BFS en soutenant des porteurs de projets individuels ou collectifs, dans le cadre d'une convention de partenariat avec les collectivités territoriales.

Le processus d'accompagnement de ces jeunes comprend les actions suivantes : formulation du projet, évaluation des besoins et élaboration du plan de mise en œuvre, réalisation d'infrastructures (puits, forages, magasins, etc.), accès aux équipements (motopompes, matériel de production et de transformation), plaidoyer pour l'accès à la terre, renforcement des capacités techniques et managériales, appui institutionnel (documents administratifs, délibérations), participation aux foires pour l'écoulement des produits et la mise en réseau, coaching dans la mise en œuvre, réalisation du bilan et auto-évaluation, appui à la création de microentreprises rurales, mise en relation avec les institutions de microfinance, labélisation, élaboration d'un plan d'autonomisation, plaidoyer pour une reprise en main par le conseil municipal et ses partenaires, retrait progressif.

La mise en œuvre de ce processus a permis l'émergence d'entrepreneurs dans le secteur primaire, la naissance d'organisations porteuses d'initiatives économiques, la diversification des activités économiques à travers un appui post-formation à des jeunes sortant de centres de formation et de centres d'économie familiale et sociale, notamment dans les domaines suivants : restauration, pâtisserie, électricité, froid, climatisation, par le biais d'un protocole signé avec les responsables d'établissement. Ces résultats ont fortement contribué à faire prendre conscience aux jeunes des opportunités que leur offrent les ressources du terroir en matière de création de richesse et d'insertion.

JEUNESSE, CITOYENNETE ET EMPLOI EN TUNISIE

Par Adel Abdedaim, salarié du Grdr, coordinateur technique Tunisie

Un chômage des jeunes élevé, qui touche tout particulièrement les diplômés

En Tunisie, les jeunes de 15 à 24 ans représentent un cinquième de la population totale, contre 13% dans les pays développés³. La jeunesse tunisienne est la catégorie sociale la plus touchée par le chômage, avec un taux de 30% soit plus du double du taux de chômage global. Les titres universitaires ne protègent plus contre le chômage : 25% des diplômés d'université n'ont pas d'emploi. Le phénomène est encore accentué pour les jeunes femmes, dont certaines déclaraient récemment que leur vie consistait à « *moisir à la maison, en oubliant ce qu'on a appris* ». Elles avaient toutes, au moins une licence, mais n'avaient jamais véritablement travaillé depuis leur sortie de l'université.

Un travail informel particulièrement présent

Ces chiffres doivent être interprétés en tenant compte du travail informel : tenir un petit magasin, travailler quelques heures dans un restaurant ou vendre des fruits ou légumes dans les rues. L'emploi informel constitue un amortisseur social, mais les revenus sont souvent infimes, sans progression de carrière ni couverture sociale, et les tâches sont peu valorisantes. Dans certaines régions intérieures de la Tunisie, l'agriculture vivrière constitue un amortisseur modeste face au chômage. En effet, les questions agraires non résolues (distribution et cadastrage des terres domaniales) brident la modernisation de l'agriculture qui souvent ne peut fournir qu'un revenu d'appoint et n'offre pas une véritable alternative pour les diplômés au chômage.

Les rêves brisés des jeunes après la révolution de janvier 2011

Huit ans après la Révolution, la déception qui a suivi l'enthousiasme né des « printemps arabes » est forte. C'est une des causes majeures de la frustration des jeunes qui, dans certains cas, peut entraîner des trajectoires vers l'extrémisme violent. Le vaste mouvement populaire porté par la jeunesse n'a finalement débouché ni sur une amélioration des conditions économiques pour cette génération, ni sur une participation accrue aux prises de décisions politiques. Deux ans après la révolution, une étude parlait déjà des « rêves brisés » de la jeunesse tunisienne : la majorité des jeunes estimait que « leur » révolution non seulement n'avait pas débouché sur des changements sociaux et économiques concrets, mais avait été confisquée.

Une faible participation aux élections

Cela se traduit par une faible participation des jeunes aux élections, alors que celles-ci sont désormais non contestées, et qu'un système de quotas permet l'inclusion de candidats jeunes. De nombreux jeunes choisissent l'émigration qui n'est pas seulement économique mais exprime aussi un manque d'espoir et de foi dans leur propre pays et ses institutions.

Soutenir l'engagement des jeunes

Cependant la sphère sociale et associative reste relativement dynamique et l'engagement dans les associations de la société civile, notamment par le bénévolat, demeure une valeur importante pour les jeunes : 90% des Tunisiens estiment important de s'engager auprès de la société civile, tandis que seuls 3% sont engagés dans un parti politique. Dans la période actuelle de reflux de l'enthousiasme révolutionnaire, l'engagement de la jeunesse dans la société civile doit être soutenu et structuré, avec des programmes d'appui aux échanges. Ainsi, depuis 2014, le Grdr en Tunisie s'intéresse à ces questions d'employabilité et d'économie sociale et solidaire à travers la thématique transversale des migrations. En effet, la Tunisie est un pays à forte tradition migratoire qui touche 12% de la population. C'est aussi un pays de transit de migrants sub-sahariens souhaitant se rendre en Europe. Les activités du Grdr ont pour objectif de contribuer au développement de mécanismes efficaces pour aborder la question de la migration par le biais d'initiatives d'intégration économique et sociale au niveau local des migrants internes. L'idée est d'animer le dialogue entre l'ensemble des acteurs locaux publics et privés pour élaborer des outils de planification intégrant la dimension migratoire tout en favorisant l'employabilité des jeunes. Jeunesse, citoyenneté et emploi sont des enjeux majeurs pour la Tunisie post-révolutionnaire. ♦

³ Chiffres 2014 (INS)

JEUNESSE, ET EMPLOI EN ALGERIE

Par Yasmine Ould Mammar, salariée du Grdr, chargée de projets en Algérie, programme « Innov'Asso »

La question de l'emploi et spécialement l'emploi pour les jeunes parmi lesquels les 18-35 ans sont majoritaires, est au cœur de la stratégie de développement de l'Algérie. Selon l'Office National des Statistiques (ONS), la population au chômage est estimée à 1,378 millions de personnes en juillet 2018 (contre 1,508 million en avril 2017). Le taux de chômage a atteint 9% chez les hommes et 19,5% chez les femmes, malgré une nette amélioration de leur niveau d'éducation.



Le Forum « Innov'Emploi » à Oran, les 28 et 29 novembre 2018

Des dispositifs publics d'aide et de soutien à la création d'entreprise ont été mis en place

L'Algérie s'est dotée d'une stratégie pour maîtriser l'influence des facteurs externes sur l'économie, par le soutien à la création de richesse à l'intérieur de pays, notamment l'entrepreneuriat et la création d'entreprise. La baisse des importations, due au recul du prix du pétrole, a stimulé la production privée. De jeunes entrepreneurs se sont lancés dans la production agroalimentaire. Mais les compétences demandées par les entreprises ne sont pas toujours satisfaites. Comme au Maroc et en Tunisie, le nombre de chômeurs diplômés demeure élevé, car leurs qualifications ne correspondent pas à la demande des entreprises. Cette situation résulte pour partie d'un manque de connaissance par les jeunes quand ils décident de leur orientation universitaire.

En parallèle, le marché informel demeure la solution pour beaucoup de jeunes qui y trouvent un moyen d'échapper aux procédures administratives, mais aussi de gagner de l'argent rapidement et sans être taxé. Malheureusement, ces pratiques ne sont pas stables, et le risque de basculer dans la précarité est élevé.

Au total, les dispositifs mis en place ont leurs limites et leurs failles. Ils ne sont pas toujours à la hauteur des attentes, et le chômage demeure élevé, notamment chez les 18-25 ans de l'intérieur de pays.

Le rôle des associations est de plus en plus reconnu

Le projet Innov'Asso a été lancé à la suite des constats tirés au sein du programme concerté pluri-acteurs

(PCPA) Algérie « Jousour », après 8 ans d'exercice, quant à l'utilité sociale des services fournis aux habitants par le secteur associatif en Algérie.

Innov'Asso aborde la problématique du chômage des jeunes (diplômés et non diplômés) en ouvrant des espaces de renforcement de compétences au sein des associations algériennes (agrées selon la loi 12-06) et en élargissant les contenus des formations professionnelles et universitaires aux compétences et métiers issus des pratiques associatives.

Au cours de ces 3 années, plus de 500 d'entre eux ont été formés au sein des associations algériennes. Grâce à leur mode de gestion souple et à leur proximité avec la population, les associations comprennent mieux les attentes et les besoins de la société.

Le secteur associatif en Algérie devient ainsi un levier d'insertion professionnelle

Il permet un apprentissage de nouveaux métiers liés à l'économie sociale et solidaire, renforçant ainsi l'employabilité des jeunes dans les entreprises et les collectivités locales, ou encore en suscitant une création d'activité.

Avec le nombre important de jeunes qui s'est inscrit pour recevoir une formation dans le cadre associatif, le Programme Jousour a organisé un Forum de l'Emploi pour présenter le travail associatif et orienter les jeunes chercheurs d'emploi et de stages vers les associations qui sont souvent en mesure de répondre à leur attente.

La citoyenneté est capitale pour la réussite des dispositifs mis en place, les bénéficiaires doivent être en mesure de comprendre et d'estimer cette chance qui s'offre à eux. Un fonds leur a été attribué pour prouver qu'ils peuvent réussir.

Le capital humain est l'élément le plus important pour un pays, qui doit être en mesure de compter sur ses citoyens pour garantir développement et paix sociale. Les Algériens et Algériennes sont et seront à la hauteur de ce défi. ♦

LE FORUM « INNOV'EMPLOI : POUR DE NOUVELLES OPPORTUNITES »

En partenariat avec l'association IMC/Nour, l'association Flambeau vert de l'environnement et Batik International, et dans la cadre du projet « Innov'asso », le Grdr a organisé les 28 et 29 novembre dernier à Oran un forum pour l'insertion professionnelle des jeunes. Cet événement avait également pour but le partage des résultats du projet (référentiel métiers, expériences acquises dans le cadre du dispositif « Innov'Asso ») auprès des différents publics ciblés.

En concordance avec l'objectif d'accompagnement et de formation des jeunes, les deux jours se sont articulés autour de tables rondes (ESS et associations, développement local, valoriser son engagement associatif dans sa recherche d'emploi, les métiers d'avenir en Algérie, etc.) et d'espaces de rencontres entre jeunes en recherche d'emploi, entreprises et associations. Des espaces communs aux associations et entreprises étaient également mis en place proposant aux jeunes des conseils dans la formulation de leur projet professionnel, la conception et valorisation de leurs CV ainsi que des offres de stage. Le forum a été un succès puisque près de 700 jeunes ont répondu présent, montrant un intérêt significatif pour les opportunités liées au milieu associatif.

JEUNESSE, EMPLOI ET CITOYENNETÉ EN FRANCE

Par Bernadette THOMAS, membre du Conseil d'Administration



Dans les parcours de vie, l'obtention du premier emploi avec en corollaire l'accès à l'autonomie financière marquait le franchissement de cette étape importante que constituait l'entrée dans l'âge adulte selon un modèle linéaire études/insertion/travail/retraite. Le changement de paradigme qui accompagne la révolution numérique bouscule tous les repères. La jeunesse « n'est plus un état mais un devenir perpétuel » (Cécile Van de Velde, 2017). Comme personne ne sait quels seront les métiers de demain, créativité et capacités d'adaptation sont essentielles. Le modèle de l'apprentissage et de la transmission est remplacé par la formation tout au long de la vie et l'ajustement permanent à la transformation des techniques pour évoluer et maintenir son employabilité.

Polarisation de l'emploi et précarisation accrues

Avec l'extension de la robotisation et le développement de l'intelligence artificielle, la nouvelle génération a comme perspective le chômage de masse. Elle se trouve confrontée à un marché du travail de plus en plus polarisé avec des

emplois -les plus qualifiés et les moins qualifiés- qui augmentent simultanément avec une précarisation surtout pour les moins qualifiés. Les jeunes sont particulièrement touchés par le chômage surtout dans la tranche d'âge 15-24 ans avec un taux de 24,6 % contre 13,3 % chez les 25-29 ans en 2016. Inversement, la part de ceux sortis du système scolaire qui ne sont ni en emploi, ni en formation, augmente avec l'âge. Elle représente 11,9% des jeunes de 15 à 24 ans et 19,2% des 25-29 ans, touchant particulièrement les femmes de cette tranche d'âge (22,9% contre 15,4% pour les hommes) (INSEE 2018).

La part des CDD (12%) a doublé en 2017 par rapport 1982 et la durée des CDD de moins de 3 mois (5,1 % de l'emploi salarié) tend à se raccourcir. Il n'est plus rare de voir des contrats à la journée ou qu'une personne enchaîne plusieurs contrats pour le même employeur un peu comme au 19^{ème} siècle, le tâcheron ou le journalier. En 10 ans, le nombre de ces contrats courts (1 205 300 en 2017) a augmenté de 9 %. La précarisation passe aussi par le développement des emplois à temps partiel amenant les personnes à cumuler

plusieurs emplois (1 337 800 personnes ont un deuxième travail, soit une croissance de 61,6%).

Le diplôme principal marqueur d'inégalités

Si l'emploi à vie n'existe plus pour personne, tous n'ont pas les mêmes possibilités d'accéder à un emploi qui réponde aux nouvelles exigences des entreprises ou de développer une activité qui réponde à leurs aspirations.

En 2016, pour 80% des jeunes sans diplôme, le premier emploi est nécessairement un CDD. Il faut atteindre un niveau bac+5 pour occuper un premier emploi en CDI. Les écarts entre les jeunes diplômés et les autres se creusent avec le temps, trois ans après la sortie de l'école, la moitié des sans-diplômes sont au chômage contre 10% des bac +5 (Observatoire des inégalités, 2018).

Certains sont donc moins vulnérables face à la précarité de l'emploi et à l'incertitude de l'avenir que d'autres qui vivent l'insertion comme une transition avec la perspective d'une installation durable dans la précarité. Un paradoxe est toutefois à relever : à la différence de leurs aînés, presque tous les jeunes rencontrent des difficultés d'insertion professionnelle alors qu'ils n'ont jamais été aussi longtemps formés, aussi diplômés, et n'ont jamais eu autant d'expérience à travers des stages ou des « petits boulots ».

En transformant le travail et en modifiant le rapport au temps, la révolution numérique a aussi modifié le rapport au travail et la centralité du projet professionnel dans la construction du projet de vie.

Les pratiques numériques : obstacle ou atout pour l'insertion

L'accès aux ressources numériques et l'équipement des familles s'étant développés, la différence entre les jeunes tient principalement à leur degré de maîtrise des outils et à l'usage qu'ils en font. La généralisation de la dématérialisation freine l'accès aux droits de ceux qui n'en ont pas une maîtrise suffisante. L'aisance dans l'usage du téléphone et de l'ordinateur pour les jeux ou les loisirs masque des lacunes qui se révèlent cruciales lorsqu'il s'agit d'en faire un usage professionnel pour des démarches ou pour naviguer sur les sites d'emploi et de formation.

Par contre, ces outils attirants par leur côté ludique offrent aux jeunes un moyen d'expression et un pouvoir d'agir pour se valoriser. L'étude réalisée par le Grdr sur l'engagement dans le monde associatif montre que, portés par l'usage des

réseaux sociaux, des collectifs de jeunes revendiquant une autonomie et refusant d'une identité de discriminé ou de marginalisé se créent sur une base de solidarité.

L'insertion par l'entrepreneuriat

En dépit d'un contexte familial et culturel qui joue sur la confiance en soi et l'estime de soi, certains jeunes issus de la migration ayant compris que l'emploi durable n'est plus le gage d'une bonne insertion expérimentent la liberté d'entreprendre et cherchent une reconnaissance sociale ailleurs que dans le travail salarié. Revendiquant d'être acteurs de leur vie, ils font le choix de s'orienter différemment, de s'emparer des opportunités que leur offrent l'informatique et les réseaux sociaux ; ils inventent des modèles alternatifs pour « réussir leur vie » sans passer nécessairement par la case « diplôme ». D'autres parviennent à sortir des déterminismes et à s'assumer en tant que citoyens à travers l'engagement associatif.

Ici et là-bas : le genre détermine les formes d'engagement citoyen

Les associations de jeunes ne comptent que des hommes. Voulant venir en aide au pays, ils s'intéressent au développement de leurs villages et privilégient un engagement individuel, souvent à visée entrepreneuriale. Partageant les mêmes objectifs que leurs pères, ils se placent en opposition car ils partent du constat de l'échec de l'action collective et souhaitent faire autrement. Les jeunes femmes créent des associations intergénérationnelles dans lesquelles elles entraînent leurs aînées autour d'objectifs de développement ici comme l'insertion, la scolarisation, le soutien scolaire.

A travers ces nouvelles manières de donner du sens à leur vie comme citoyen-ne-s, ces jeunes issus de l'immigration contournent les obstacles à leur insertion en développant des projets dont ils tirent une satisfaction immédiate en même temps que les compétences-clefs nécessaires à leur employabilité.

Le Grdr, un acteur à part entière de l'insertion des jeunes

En considérant que la construction de l'adulte se fait simultanément à travers l'insertion professionnelle et l'acquisition d'un statut de citoyen, le Grdr s'intéresse aussi bien à l'emploi qu'à la citoyenneté dans l'objectif de redonner du pouvoir d'agir aux jeunes immigrés ou descendants

d'immigrés pour faire de ce passage à l'âge adulte une expérience réussie. La construction du projet professionnel adossé à un projet de vie librement choisi ne peut se faire sans coordination des acteurs du territoire et un accompagnement personnalisé par des professionnels. C'est ainsi qu'il s'est impliqué

depuis plusieurs années dans des programmes sur la scolarisation, l'aide aux familles, l'insertion par l'économie sociale et solidaire qui lui ont donné une légitimité pour intervenir dans le champ de l'insertion pour des publics plus hétérogènes que sa cible habituelle (Afrique soudano-sahélienne). ♦

L'ACCOMPAGNEMENT A LA CONSTRUCTION DU PROJET PROFESSIONNEL

par Oumy Dieye, salariée du Grdr, Chargée de mission « Insertion Professionnelle » au sein de l'antenne Île-de-France



Atelier coaching de l'antenne Ile-de-France du Grdr

Les obstacles à l'insertion socioprofessionnelle des immigrés sont connus : barrière linguistique, décrochage précoce, nouvelles technologies, manque de qualification ou d'expérience, manque de confiance en soi, culture du pays, méconnaissance des codes sociaux, disponibilité. Le Grdr propose à ces jeunes de 16 à 25 ans qui ne sont ni en emploi, ni en étude, ni en formation un accompagnement personnalisé alternant entretiens individuels pour définir ou consolider le projet professionnel et ateliers collectifs pour travailler le développement personnel, la confiance en soi et acquérir les techniques indispensables à la mise en œuvre du projet.

Auparavant, ce sont les bases d'une véritable éducation au choix qu'il faut poser. Accompagner des jeunes en grande difficulté, souvent sous-diplômés ou de bas niveau de qualification, ce n'est pas assister. Il faut déconstruire les préjugés et innover dans les méthodes d'approche. Beaucoup sont en décrochage scolaire ; certains se révoltent surtout quand la filière leur a été imposée ; d'autres sont dans le découragement, dans la dénonciation du racisme ou se plaignent de la discrimination.

Le premier contact est déterminant pour installer la confiance. Avant de se centrer sur l'objectif d'insertion dans l'emploi ou la formation, il faut savoir écouter, envisager les problèmes dans leur globalité et lever des blocages au fur et à mesure qu'ils se présentent. Pour maintenir la relation de confiance, la bienveillance n'est pas suffisante ; il est indispensable que les jeunes sortent de l'entretien avec quelque chose de palpable et n'aient pas le sentiment qu'on a choisi pour eux. La qualité des relations de la conseillère avec le jeune et entre les pairs est primordiale pour entretenir leur motivation jusqu'au bout.

Emmaüs Connect (dir) *Enquête I. Les pratiques numériques des jeunes en insertion socioprofessionnelle, Les connexions solidaires*, Presses de l'ENSSIB 2017. Il s'agit d'une version remaniée de *Les usagers des missions locales face aux technologies de l'information et de la communication*, enquête réalisée par Yves-Marie Davenel, juillet-septembre 2014. Cette réédition d'une enquête détaillée des pratiques numériques des jeunes réalisée en 2014 est très intéressante pour comprendre les difficultés d'insertion des Neets (Not in education, employment or training), catégorie au sein de laquelle les jeunes issus de l'immigration sont surreprésentés par rapport à leur poids dans la population (avec un taux deux fois plus élevé que celui de la moyenne nationale). L'objectif d'Emmaüs Connect a été de comprendre à quels moments du parcours d'insertion le numérique pouvait être un levier pour ces jeunes.



« Sud ! Un tout autre regard sur la marche des sociétés du Sud », par Jacques Ould Aoudia, éditions L'Harmattan, 2018. Au moment où l'Histoire bascule, avec la fin de la domination absolue du Nord sur le Sud, ce livre présente une rupture dans la façon de voir le monde. Peut-on comprendre le Sud avec les idées, les concepts, les visions

du Nord ? Devant la mutation d'un Sud qui n'emprunte que pour partie la modernité du Nord et un Nord aux fondements bousculés, comment renouveler le rapport au monde ?

« L'emploi des jeunes en Afrique : entre défis et opportunités », vidéo réalisée par l'AFD, 2017. En Afrique continentale, la jeunesse est une richesse.

Forte de son énergie et de sa créativité, elle est l'élément moteur pour réussir les transitions économiques, sociales ou encore écologiques à l'œuvre sur le continent. Investir dans l'emploi et soutenir l'accès des jeunes générations, et notamment des jeunes femmes, à des emplois décents, c'est témoigner de notre confiance envers cette jeunesse. Cette courte vidéo de l'AFD souligne tant les défis que les opportunités qui s'offrent aux nouvelles générations et aux différents partenaires qui accompagnent l'emploi des jeunes en Afrique.
<https://www.youtube.com/watch?v=Q6OkQzLafh8>



« Une Jeunesse Africaine en quête de changement », par Claire Kupper, Michel Luntumbue, Pierre Martinot, Boureïma N. Ouédraogo, Ndong Samba Sylla et Morgane Wirtz, dirigé par le GRIP (Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité), 2017. Ce

livre dresse le portrait de quatre mouvements : Y'en a marre (Sénégal), Le Balai citoyen (Burkina Faso), Filimbi et LUCHA (RD Congo). Quel est le contexte qui les a vus éclore ? S'inscrivent-ils dans une trajectoire d'engagement plus ancienne ? Quels rapports ces éveilleurs de consciences entretiennent-ils avec la classe politique ? Quelles sont les valeurs et la vision qui les animent ? Qu'en est-il des modes d'organisation et de leur financement ? Les auteurs s'efforcent de répondre à toutes ces questions tout en nous faisant découvrir une jeunesse indignée, en colère, mais debout, prête à s'engager pour une société plus juste, plus démocratique...

LES 50 ANS DU GRDR : LE PROGRAMME DES FESTIVITES 2019



Le 23 mars : Journée culturelle avec la FADERMA au Centre Chaplin à Mantes-la-Jolie, de 15h à 23h.

Le 29 mars : Les enjeux du "vivre ensemble" : Trajectoires migratoires et Insertion socioprofessionnelle.
Forum au Point Paris Emploi du 10ème, de 9h à 17h30, 209 rue La Fayette.

Le 06 avril : Journée culturelle avec le RAME.

Le 18 avril : Forum sur l'accès aux droits des personnes âgées à la Maison Ouverte, 17 rue Hoche à Montreuil.

En mai : Journée culturelle avec la CADERKAF.

Le 15 juin : Journée festive pour valoriser les migrations avec un village associatif, un marché artisanal, des animations et concerts... Au Café La Pêche à Montreuil.

Le 29 juin : Forum « les migrations font bouger le monde » avec des conférences, parcours d'animation et un thé palabres sur le rôle des diasporas dans le développement. De 9h30 à 21h à la Maison de l'Economie Sociale et Solidaire, Boulevard Painlevé à Lille.

En juin : Forum de clôture du Projet Gouvernance Citoyenne des Territoires à Bamako.

En novembre : Conférence sur le thème des migrations à Montreuil.

Début décembre 2019 : Festival transfrontalier à Diogountouro en Mauritanie.

Décembre : Festival transfrontalier en Guinée Bissau.